

Un projet de 130 000 \$

Des travaux repris au centre jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Jean Houle | TVA Nouvelles

Publié le 3 octobre 2017 à 17:54 - Mis à jour le 3 octobre 2017 à 17:58

Le Centre Jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean a dû reprendre les travaux d'une unité toute neuve qui avait été aménagée ce printemps à Chicoutimi.



Le Centre Jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean a dû reprendre les travaux d'une unité toute neuve qui avait été aménagée ce printemps à Chicoutimi.

Le nouvel espace de débordement pour huit filles a bien accueilli quelques pensionnaires, mais n'est resté ouvert que quelques jours. Les besoins avaient changé dans l'intervalle.

«Il y a eu augmentation des peines pour mineurs en garde fermée, avec un niveau de sécurité à respecter», a expliqué la coordonnatrice de l'hébergement du centre Jeunesse, Caroline Gagnon.

Il ne fallait donc plus un espace de débordement pour huit filles, mais une unité permanente pour sept garçons. La direction est donc retournée à la planche à dessin.

D'abord évalué à 100 000 \$, le coût du projet a augmenté à 130 000 \$ pour l'aménagement d'un espace pour la buanderie et de salles de douche sécurisées. La différence de 30 000 \$ s'explique principalement par l'installation de la tuyauterie nécessaire.

«Les douches étaient situées à un étage inférieur, a précisé la coordonnatrice. Elles n'étaient pas accessibles directement par les occupants de l'étage.»

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), qui représente 400 employés du Centre jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean, questionne la planification des travaux. L'aile concernée abritait une unité permanente avant d'être réaménagée en bureaux administratifs il y a quatre ans. C'est donc un retour à la case départ qui consterne le syndicat.

«On déplore ce manque de planification, a dit la répondante politique de l'APTS au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Lynn Brie. Depuis des années, on subit des compressions budgétaires, et là, on investit temps et argent dans de telles réfections.»

Le Centre jeunesse s'est défendu en invoquant que le besoin urgent n'était pas connu au début de la première phase des travaux.

«C'est difficile de prévoir si des délinquants seront condamnés à la garde fermée, a mentionné Caroline Gagnon. Cet été, les peines ont été prononcées en l'espace de deux semaines et il a fallu réagir rapidement.»

Le projet de construction en cours est le dernier dans cette aile, selon le centre.

«On vise vraiment une solution permanente», a ajouté Mme Gagnon.